Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Yémen: Ce n'est pas Al-Qaïda que les USA combattent, mais la démocratie

Interview de Mohamed Hassan

Par Grégoire Lalieu et Michel Collon
Mondialisation.ca, 13 janvier 2010
Michel Collon info 13 janvier 2010

Thème: 11-Septembre et terrorisme

Un pantalon prend feu dans un avion près de Détroit et des missiles pleuvent au Yémen : l'effet papillon ? Pour Mohamed Hassan, la menace terroriste n'est qu'un prétexte. Dans ce nouveau chapitre de notre série « Comprendre le monde musulman », notre spécialiste nous explique le véritable enjeu du Yémen : combattre la démocratie dans le Golfe pour garder le contrôle du pétrole.

Depuis l'attentat manqué de l'avion Amsterdam-Détroit, le Yémen fait la une des journaux : c'est là que le jeune terroriste nigérian aurait été entraîné. Comment ce pays, allié des Etats-Unis, serait-il devenu un refuge pour Al-Qaïda ?

Tout d'abord, nous devons observer ce phénomène qui se répète : chaque fois qu'un régime soutenu par Washington est menacé, des terroristes apparaissent. Dans le cas de pays musulmans, ça tombe sur Al-Qaïda. Ce groupe terroriste fantôme apparaît partout où des mouvements nationalistes ou anti-impérialistes ébranlent des gouvernements marionnettes soutenus par les Etats-Unis. C'est ce qui se passe aujourd'hui au Yémen. Ce pays est dirigé par un régime corrompu allié de Washington. Mais il est menacé par des mouvements de résistance.

Et voilà qu'apparaît ce jeune Nigérian qui embarque avec des explosifs dans un avion à destination de Détroit. Ca n'a pas de sens. Ce présumé terroriste était placé sur des listes de surveillance depuis que son père avait prévenu les autorités américaines. De plus, les Etats-Unis disposent d'importants dispositifs de sécurité et de matériel de pointe : avec leurs satellites, ils pourraient dire si vous mangez un sandwich au thon ou au poulet ! Cette histoire de terrorisme ressemble à une popote interne qui montre que la situation du Yémen échappe aux Etats-Unis et que leurs intérêts sont en danger.

Pourquoi le Yémen est-il devenu si important aux yeux de Washington ?

Le président du Yémen, Ali Abdullah Saleh, est au pouvoir depuis trente ans. Son régime est corrompu, mais aligné sur la politique des Etats-Unis. Un groupe de résistants dans le nord du pays et des séparatistes dans le sud menacent la stabilité du gouvernement. Si un mouvement révolutionnaire renverse Saleh, cela pourrait avoir un impact dans toute la région et encourager les résistants qui luttent dans les Etats pro-impérialistes de la région. Particulièrement contre le régime féodal d'Arabie Saoudite.

D'ailleurs, lorsque les combats avec les résistants du nord ont éclaté au Yémen, la Ligue

Arabe, dirigée par l'Egypte, a immédiatement condamné les rebelles et apporté son soutien au gouvernement yéménite. J'attends encore que cette même Ligue condamne les agressions d'Israël contre le Liban et la bande de Gaza. Le conseil de coopération du Golfe, une organisation dévouée aux intérêts occidentaux, regroupant certains pays producteurs de pétrole, a également condamné les résistants du Yémen. Pour les Etats-Unis, qui sont en pleine récession, leur colonie saoudienne ne peut être menacée par des mouvements de résistance. L'Arabie Saoudite fournit en effet une part importante de pétrole à Washington et constitue un précieux allié dans le Golfe. Si la région devenait instable, cela aurait de graves conséquences économiques pour les Etats-Unis.

Qui sont ces résistants au nord du pays ? Quelles sont leurs revendications ?

Dans le nord du pays, le gouvernement affronte depuis plusieurs années la résistance armée des Houtis qui tirent leur nom du fondateur de ce mouvement, Hussein Al-Houti. Ce dernier est mort au combat il y a quatre ans et son frère a pris la relève. Tout comme la majorité des Yéménites au nord, les Houtis sont zaydites. L'islam est divisé en plusieurs courants tels que le sunnisme ou le chiisme. Ces courants se déploient à leur tour en différentes branches, le zaydisme étant une branche du chiisme.

Le président Saleh est lui-même zaydite, mais les Houtis ne reconnaissent pas son autorité. Le fait est que le Yémen est un pays très pauvre : son économie repose essentiellement sur une agriculture en déclin, quelques rentes pétrolières, un peu de pêche ainsi que l'aide international et l'argent envoyé par les travailleurs expatriés. Et avec tout cela, seule une poignée de personnes dans l'entourage du président profite des quelques richesses du pays alors que la population devient de plus en plus pauvre. La majorité des Yéménites ont moins de trente ans mais aucune perspective pour le futur : le chômage atteignait 40% en 2009. Les Houtis ont donc interpellé le gouvernement sur le sous-développement de la région, le manque d'eau et les problèmes d'infrastructures. Mais le président Saleh n'a pas répondu à leurs appels. Depuis, les Houtis ont entamé une lute armée. Leur bastion est la ville de Saada. Ce qui est très symbolique : c'est dans cette ville que s'installa il y a plus de dix siècles le fondateur du zaydisme yéménite.

Les combats près de Saada font rage. On dénombre plusieurs milliers de réfugiés et le gouvernement accuse l'Iran de soutenir les rebelles…

Cette accusation est fausse. L'Iran est à majorité chiite, mais les zaydites du Yémen, par leur manière de prier et bien d'autres choses encore, sont en réalité plus proches des sunnites. Si la résistance houtiste a suffisamment d'armes pour continuer le combat pendant les dix prochaines années, c'est parce qu'elle bénéficie de l'aide d'une partie de l'armée yéménite. En effet, beaucoup de soldats et d'officiers sont zaydites eux aussi. Les combats dans la région ont déjà fait plus de 150.000 réfugiés et les militaires zaydites voient que leurs frères souffrent. Certains rejoignent même la résistance.

Le président Saleh doit donc mobiliser des sunnites opportunistes au sein de l'armée pour combattre la résistance dans le Nord. Ce qui n'est pas sans conséquence : ce président zaydite, qui a déjà usé de ses convictions religieuses pour mobiliser la population et l'armée, fait aujourd'hui appel à des sunnites pour combattre d'autres zaydites. Saleh est en train de perdre tout le soutient qui lui restait au nord du pays.

Et le Sud demande la sécession ! Le président yéménite semble vraiment en

mauvaise posture…

L'histoire du Yémen est essentielle pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui. Le pays dans sa configuration actuelle est né de la fusion en 1990 de la République démocratique populaire du Yémen au Sud et de la République arabe du Yémen au Nord. Ces deux Etats ont eu des parcours différents…

La création du Nord remonte à plus de dix siècles avec l'arrivée des zaydites à Saada. Mais, en 1962, une révolution éclate pour renverser le régime féodal et installer une république. Nasser, le président égyptien défenseur de l'indépendance arabe, soutient le mouvement révolutionnaire. De leur côté, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Arabie Saoudite et le chah d'Iran envoient des mercenaires pour secourir les éléments réactionnaires de l'ancien régime féodal et affaiblir Nasser. Le conflit débouche sur une guerre horrible où plus de dix mille soldats égyptiens perdent la vie. Finalement, le gouvernement républicain n'est pas renversé, mais sort très affaibli du conflit. Il n'a pas les moyens d'amorcer une révolution culturelle, de démocratiser complètement le pays, ni de l'industrialiser. Bien que l'imam-roi qui dirigeait le pays se soit enfui en Arabie Saoudite, une grande partie du Yémen du Nord reste à l'état féodal.

Et au Sud ?

Le Yémen du Sud a eu un parcours différent. Il a été colonisé par les Britanniques pour bloquer l'expansion des Français qui s'étaient emparés de Djibouti et des Russes qui s'étendaient jusqu'à l'Asie centrale. Mais il s'agissait aussi de maintenir la domination britannique dans le Golfe arabe et sur le passage stratégique du détroit d'Hormuz. C'est la Grande-Bretagne qui a construit la ville portuaire d'Aden au Yémen du Sud. Cette ville est devenue très importante pour l'empire britannique. On pourrait dire que c'était le Hong-Kong ou le Macao de l'époque. Beaucoup d'étrangers ont également été envoyés dans la région.

Voici quelle était la pyramide sociale dans cette société coloniale : au sommet, trônaient les colons britanniques ; venaient ensuite des communautés somaliennes et indiennes qui constituaient une sorte de tampon avec la dernière classe, les Yéménites. C'était une stratégie classique des colons britanniques : utiliser un groupe d'individus contre un autre pour se préserver eux-mêmes. Ce faisant, toutes les personnes que la Grande-Bretagne jugeait dangereuses dans sa colonie indienne – comme les nationalistes ou les communistes – étaient envoyées en exil à Aden.

Comme nous l'avons vu pour la Somalie, ces prisonniers politiques vont influencer le cours de l'Histoire dans la région ?

Tout à fait. Des mouvements indépendantistes font fuir les colons britanniques en 1967 et la République démocratique populaire du Yémen voit le jour deux ans plus tard. Elle est gouvernée par le Parti socialiste yéménite : une coalition des divers éléments progressistes hérités en partie des prisonniers d'Aden. On y trouve des communistes, des nationalistes, des libéraux, des baasistes venant de Syrie ou d'Irak… Tous ces acteurs se trouvent réunis sous la bannière du Parti socialiste.

Le Yémen du Sud devient alors l'Etat arabe le plus progressiste de la région et connaît ses plus belles années avec une réforme agraire, l'égalité des sexes, etc. Cependant, le Parti socialiste reste composé de nombreux éléments aux origines diverses. Les communistes

encadrent le parti et maintiennent une certaine cohésion mais chaque fois qu'il faut faire face à un enjeu de taille, les contradictions éclatent au grand jour. A cause du manque de base industrielle et du caractère petit bourgeois de la coalition, ces contradictions débouchent sur des assassinats. Les membres s'entretuent littéralement ! Le parti connaîtra ainsi trois révolutions internes sanglantes. Et la dernière lui sera fatale. La plupart des cadres idéologiques qui dirigeaient le parti sont assassinés et l'aile libérale prend la tête du mouvement. C'est donc un Parti socialiste très faible qui gouverne le Yémen du Sud lorsque la réunification des deux Yémen prend effet en 1990. Bien qu'elles aient eu des parcours relativement différents, les parties Nord et Sud ont toujours inscrit l'unification du pays dans leurs agendas respectifs.

Alors, pourquoi a-t-il fallu attendre 1990 pour que le Nord et le Sud s'unissent ?

Au nord, l'Etat était très faible depuis la guerre. Il était dirigé par des libéraux dépourvus d'idées vraiment révolutionnaires et contrôlés par les pays du Golfe, surtout l'Arabie Saoudite. Le voisin saoudien fournissait en effet des armes et de l'argent à la classe féodale afin d'affaiblir le gouvernement central. Pour l'Arabie Saoudite, un Yémen du Nord tribalisé était plus facile à gérer. Le Sud était par contre devenu un bastion des idées progressistes. En pleine guerre froide, il était considéré comme un ennemi de la région et devait être placé en quarantaine.

Mais en 1990, les choses avaient changé. Tout d'abord, l'Union soviétique s'était effondrée et la guerre froide était finie. De plus, le Parti socialiste yéménite ne représentait plus une grande menace. En effet, ses leaders idéologiques avaient été supprimés lors de la troisième révolution interne du parti. Pour les pays de la région et pour les intérêts stratégiques des Occidentaux, l'unification du Yémen ne présentait donc plus de gros danger. Ali Abdullah Saleh, qui était déjà président de la République Arabe du Yémen depuis 1978, prit la tête du pays. Il est encore au pouvoir aujourd'hui.

En 1990, le Yémen est le seul pays avec Cuba à s'opposer à la guerre en Irak. Vingt ans plus tard, si Castro tient toujours tête aux « Yankees », Saleh s'est pour sa part rangé aux côtés des Etats-Unis dans leur guerre contre le terrorisme. Comment expliquez-vous ce changement ?

L'opposition à la guerre en Irak n'était pas le fruit de la politique de Saleh, mais des membres de l'ancien Parti socialiste yéménite qui occupaient quelques postes-clé dans le nouveau gouvernement. Cependant, bien que le Parti socialiste ait toujours souhaité l'unification des deux Yémen sur une base progressiste, il était trop affaibli par ses révolutions internes pour faire passer complètement sa politique. De plus, l'Arabie Saoudite, fidèle allié des Etats-Unis, fit payer très cher au Yémen cette prise de position contre la guerre en Irak. Le royaume saoudien expulsa en effet un million de travailleurs yéménites qui bénéficiaient d'un statut spécial pour travailler librement de l'autre côté de la frontière. Cela provoqua une grave crise économique au Yémen tout en envoyant un signal fort au président Saleh. Ce dernier revit sa politique pour devenir graduellement la marionnette de l'impérialisme US que nous connaissons aujourd'hui.

Et les éléments progressistes du Sud l'ont laissé faire ?

La réunification a été une grande déception pour les dirigeants du Sud. Ils se sont lancés dans ce processus sans véritable stratégie. Et comme nous l'avons vu, le Parti socialiste était très faible. Le centre du pouvoir gravitait donc au nord autour du président Saleh. Le

régime était corrompu, le renvoi des Yéménites travaillant en Arabie Saoudite avait provoqué une crise majeure et la situation économique se détériorait.

Tous ces facteurs ont amené le Sud à demander la sécession en 1994. Les séparatistes étaient soutenus par l'Arabie Saoudite qui préférait avoir un voisin divisé et faible pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'elle entretenait des contradictions avec son voisin sur le tracé de la frontière : le Yémen réclamait en effet certains territoires situés en Arabie Saoudite. Ensuite, parce qu'un Yémen uni avec un bon leadership pouvait apporter des problèmes aux classes féodales des pays du Golfe comme l'Arabie Saoudite.

Ces tensions entre Nord et Sud débouchèrent finalement sur un conflit. Le président de confession zaydite mobilisa la population du Nord et une grande frange de l'armée autour de ses convictions religieuses pour lutter contre le Sud à majorité sunnite. Les séparatistes furent vaincus, ce qui affaiblit encore plus les anciens membres du Parti socialiste au sein du gouvernement yéménite. Cette guerre a finalement offert au Nord et à Saleh l'occasion d'asseoir leur domination sur les plans militaire et politique.

Quinze ans plus tard, le Sud demande à nouveau la séparation. Pensez-vous que le président Saleh s'en sortira aussi bien cette fois ?

Non, évidemment. Saleh doit affronter des problèmes de toutes parts. Le Sud réclame à nouveau un partage équitable du pouvoir après que ce gouvernement corrompu ait pratiquement ramené le pays à l'état féodal. Pour les Yéménites du Sud qui ont un passé progressiste, la situation n'est pas acceptable. Mais elle ne l'est pas non plus pour les Houtis au Nord. Et dans ce cas-ci, le président Saleh ne peut plus mobiliser une grande partie de la population et de l'armée autour de ses convictions religieuses : les Houtis sont aussi des zaydites ! La résistance houtiste a en fait permis de mettre à nu la véritable politique de ce gouvernement comme aucun stratège n'aurait pu le faire en si peu de temps. La population découvre ce qui se passe vraiment et le mécontentement gronde de plus en plus fort.

Quelles sont les raisons de la colère du peuple yéménite ?

Tout d'abord, la situation sociale et économique. Alors que le régime profite des richesses, le peuple devient de plus en plus pauvre. Il y a aussi le fait que le Yémen soit devenu un bastion de l'impérialisme US et que Saleh se soit rangé aux côtés de Washington dans sa guerre contre le terrorisme. Les Yéménites voient ce qui se passe en Afghanistan, au Pakistan et en Irak. Pour eux, c'est une guerre contre les musulmans. Barack Hussein Obama a beau avoir un nom musulman et faire tous les discours qu'il veut, il n'y a pas d'autres mots pour définir cette guerre.

De plus, le gouvernement yéménite n'est même pas capable de protéger ses citoyens. Après les attentats du 11 septembre, certains ont été enlevés et séquestrés sans raisons. C'est arrivé à un chef religieux yéménite éminent. Alors qu'il se rendait aux Etats-Unis pour voir son fils, il a été arrêté et envoyé à Guantanamo sans motif valable. Après six années de détention, il a finalement été relâché. Mais il est décédé trois semaines plus tard, car sa détention l'avait rendu malade. Cette guerre contre le terrorisme ne fait vraiment pas l'unanimité au sein du peuple yéménite !

Enfin, Saleh a reconnu les frontières de l'Arabie Saoudite dans le différend qui opposait les deux pays. Il a aussi autorisé les bombardiers saoudiens à pilonner la région où sont établis les rebelles houtistes. Pour les Yéménites, cette situation est inacceptable. Saleh est sur un

siège éjectable. C'est pourquoi il a besoin du soutien des Etats-Unis qui agitent l'épouvantail d'Al-Qaïda afin de pouvoir agir librement dans le pays.

Après l'Afghanistan et l'Irak, le Yémen va-t-il donc devenir le troisième front des Etats-Unis ?

Je pense que ça l'est déjà. L'armée américaine a déjà envoyé des missiles et des troupes spéciales sur place. Elle fournit également beaucoup de matériel au Yémen, mais une bonne partie de ce dernier passe aux mains des résistants à cause des liens qu'ils entretiennent avec les zaydites de l'armée yéménite ! Cela fait six mois que Saleh a lancé une offensive de taille contre les Houtis. Il a également fait appel aux renforts des armées saoudienne et US. Je ne serais pas étonné qu'Israël rejoigne prochainement la partie. Mais malgré tout, ils ne parviennent pas à bout de la résistance houtiste. Cette dernière est logée dans une région montagneuse, comme les talibans. On sait toute la difficulté qu'il y a à combattre des rebelles sur ce terrain. De plus, les Houtis disposent d'assez d'armes pour combattre encore longtemps.

Un nouvel échec en vue pour les Etats-Unis ?

L'histoire semble se répéter pour les Etats-Unis. Ce pays a beau être aujourd'hui dirigé par un ancien musulman, sa politique n'a pas changé. Le discours d'Obama peut d'ailleurs être très semblable à celui de Georges W. Bush : il promet de traquer les terroristes où qu'ils soient. Washington agite l'épouvantail d'Al-Qaïda pour combattre des rebelles tapis dans les montagnes du Yémen ? Bush a fait la même chose il y a plus de huit ans avec l'Afghanistan et cette guerre n'est toujours pas finie.

La question est de savoir combien de temps cela va-t-il encore durer. L'historien Paul Kennedy a relevé que le décalage entre la base économique et l'expansion militaire était l'un des principaux facteurs de déclin des grands empires. Si l'économie d'une grande puissance est en perte de vitesse, mais que ses dépenses militaires augmentent, cette grande puissance est condamnée à sombrer et à devenir très faible. C'est la situation des Etats-Unis aujourd'hui.

Mohamed Hassan est un spécialiste de la géopolitique et du monde arabe. Né à Addis Abeba (Ethiopie), il a participé aux mouvements d'étudiants dans la cadre de la révolution socialiste de 1974 dans son pays. Il a étudié les sciences politiques en Egypte avant de se spécialiser dans l'administration publique à Bruxelles. Diplomate pour son pays d'origine dans les années 90, il a travaillé à Washington, Pékin et Bruxelles. Co-auteur de L'Irak sous l'occupation (EPO, 2003), il a aussi participé à des ouvrages sur le nationalisme arabe et les mouvements islamiques, et sur le nationalisme flamand. C'est un des meilleurs connaisseurs contemporains du monde arabe et musulman.

La source originale de cet article est Michel Collon info
Copyright © Grégoire Lalieu et Michel Collon, Michel Collon info, 2010

Articles Par : Grégoire Lalieu
et Michel Collon

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca